L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 19 NOVEMBRE 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 5 Rue de Chartres.

Prix de l'Etat, du Conseil de la Première Municipalité et de la Commission de Canalisation.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 19 NOVEMBRE.

Les hommes doivent être jugés par leurs actes et non par leurs paroles.

Nous n'avons jamais vu de plus grands Dieux qu'on ne le voit à l'Union, quand on fait tout ce qu'on peut pour développer la dénomination, on est

Les journaux dénominations, car il y en a de toutes sortes, dénominations cachées, honteuses, qui n'osent avouer leur drapeau, les journaux démocratiques font des efforts inouïs pour en cacher la nuance publique, un *meeting* des amis de l'ordre

Cependant, dernièrement, c'est un piège de la part du parti démocratique que de vouloir faire passer pour la question d'Union ou mille autres questions de parti !

Ce n'est pas une question de parti ; la question d'existence, une question

Chacun des deux grands partis politiques divisent notre république se

hommes de bien, animés d'un pa-

, mais quelles que soient les

nous les tenons

citoyens.

C'est la manifestation en fa-

et il n'y a que des désunionnistes

la désapprouver.

Mr. Bell est un adversaire politique dont

souvent combattu, et dont nous

nos convictions sur de justes, les tendances ;

chacun en faveur de l'Union, et sur ce

nous sympathisons, et sur ce point

de l'Union, sans acception

n'aurait pour lui manifester leur

de la désunion le désapprou-

de mots, mais au moins qu'ils ne

ouvertement en paroles ou les parties

la face.

Qu'on soit sous masque, être franc, être loyal. Je suis désunioniste, et j'ai pour le courage de ses

SPECIALES ET ADDITIONNELLES

Les propriétaires devront appeler l'attention du Conseil de la 1re municipalité sur la manière [illegible] spéciale destinée à payer les frais [illegible] payage a été répartie. Il y a déjà longtemps que le mode de perception a été [illegible] mais nous venons d'en être frappés, [illegible] le 1er mars dernier, de ce [illegible] cette erreur du

[illegible] de la taxe spéciale et la [illegible] cette dernière taxe ne [illegible] qu'avec [illegible] pavage des rues de [illegible] et Royale sera consulter les [illegible] modifiées, bien qu'il y [illegible] peut-être bien fait, car il [illegible] dépense extraordinaire.

Le Conseil a-t-il fait ? Le Conseil a dit : [illegible] spéciale dont le produit [illegible] pavage doit être re-[illegible] ; mais [illegible] également pour [illegible] Or voilà ce que dit la dernière le-[illegible] Voilà ce que dit la dernière le-[illegible]

Maintenant, quelle est cette proportion ? Tout le monde a tort, et nous n'avons pas besoin de citer la loi. Le propriétaire du terrain que la municipalité a fait paver doit payer le tiers du prix que coûte ce travail. Or, comme il y a un pied carré de chaque côté de la rue, il s'ensuit que les deux tiers des frais du pavage se trouvent payés de la sorte, et que les contribuables [illegible] acquitter que le tiers [illegible] en termes, la taxe spéciale [illegible] ne devrait être calculée que [illegible] excéder.

[illegible] à décider que les frais de [illegible] grandes rues de la [illegible] Carondelet et Royale seraient payés [illegible] tout ces contribuables [illegible] Marigny. Est-ce juste ? [illegible] Non, certes, à moins [illegible] raison ne devienne folie [illegible] une proposition que l'impôt [illegible] Nous nous sommes prononcés [illegible] pavage, mais nous nous [illegible] n'exécute dans les conditions [illegible]

Qui profitera le plus du nouveau pavage ? [illegible] ce sont les propriétaires dont les terrains [illegible] sont rues dont ces affreux cailloux seront [illegible] sous peu de grand cube [illegible] qu'il aient à payer plus que [illegible] contribuables, plus que l'habitant de la rue Claiborne, par exemple, à qui l'amélioration [illegible] exécutée a un mille de sa demeure ne bénéficie que très médiocrement. Mais pour [illegible] il n'est presque nulle de bénéfice, [illegible] sans doute de la solidarité qui dans une [illegible] doit exister entre tous les intérêts, [illegible] un pareil système ne peut exister [illegible] Je suis désunioniste, [illegible] Je veux avoir le courage de ses [illegible]

[illegible] répartissez également la totalité de la taxe sur tous les contribuables, sans distinction entre ceux qui jouissent des améliorations et ceux qui n'en jouissent pas, et vous décrétez en faveur des premiers, une clause qui doit diminuer leur quote-part des dépenses. Comment, les propriétaires de la rue de la Levée, de Chartres et Royale, à qui on doit tenir compte de la valeur des matériaux de l'ancien pavage, paieront en définitive MOINS que les propriétaires de la rue Claiborne ou des rues qui vont se percer dans la cyprière, et qui ne seront peut-être pas pavées dans dix ans !

Le législateur n'a pu avoir une idée aussi monstrueuse. Donc, le pouvoir discrétionnaire que le texte français semble octroyer au Conseil est le fait d'une erreur de traduction, erreur d'autant plus inconcevable que ceux qui sont préposés par la législature à la tâche délicate de rendre en français le texte anglais d'une loi sont censés savoir ces deux langues.

Nous avons vu plusieurs membres du comité qui a présenté la loi de 18 mars 1850, et ils nous ont tous dit que leur intention, comme l'indique la section anglaise, était bien de ne faire payer à la masse des contribuables que le tiers de coût du pavage, et de maintenir à cet égard les dispositions des lois anciennes. Si le Conseil désirait être éclairé à cet égard il n'aurait qu'à interroger les membres du comité qui sont tous les hommes de bien, animés d'un pa- [illegible] ont émenté été votées à l'unanimité et au lieu d'un enthousiasme impossible à décrire.

NEW HAMPSHIRE—La Convention chargée de réviser la Constitution du New-Hampshire s'est réunie à Concord mercredi de la semaine dernière et a élu pour son président M. Franklin Pierce.—La Constitution du Hamshire va être revisée pour la première fois.

NEW-YORK.—Le *Herald* annonce que la législature de New-York dira, selon toute probabilité, au Sénat des Etats-Unis, un whig qui se sera prononcé en faveur de l'Union, en remplacement de M. Dickenson.

INCENDIE A VICKSBURG—Une incendie a éclaté le 11 de ce mois à Vicksburg et a réduit en cendres plusieurs maisons de la rue Washington, entre Crawford et Mulberry. La perte est évaluée à $10,000 environ.

MORT D'UN EX GOUVERNEUR—M. Ford, ex-gouverneur de l'Illinois, est mort à Peoria, le 9 de ce mois.

JAMAIQUE.

Le steamer *Cherokee*, arrivé ces jours derniers à New-York, a apporté des nouvelles de la Jamaique jusqu'au 30 octobre. Elles sont par conséquent de deux jours plus récentes que celles reçues par le *Georgia*.

La choléra fait d'épouvantables ravages dans l'île. La mortalité est très considérable à Kingston et à Port Royal.

CHRONIQUE LOCALE.

LES COURS DE DISTRICT—L'affaire de McQuaid, accusé d'avoir proparés des matières combustibles pour mettre le feu à la maison de M. Hunt, rue Prytania, a été remise hier. McQuaid a été déclaré capable par le jury :—Plusieurs individus accusés de vols de fait ont ensuite été mis en jugement.

TOUR SUPRÊME.—La Cour Suprême a rendu hier un arrêt contre le Traffic de Carnaby contre la Compagnie du chemin de fer du Golfe de Mexique. Le demandeur a obtenu gain de cause, c'est-à-dire que la Compagnie, dans la Se Cour de District qui lui a condamné à $4 000 de dommages a été maintenu. Nous avons déjà donné les détails de l'affaire.

LA TAXE SUR LE TABAC.—La Législature a négligé pendant la dernière session de faire une allocation spéciale pour la Légion. C'est pourquoi les officiers de cette légion ont résolu de payer à celle-ci une somme de $4,500 qu'elle demandait sur ce qui lui revient. La Légion, pour vider l'affaire aussi tôt qu'elle aura payé, a chargé Lafue pour obtenir tout et le trésorier de déclarer les sommes dues aux quelles ils refusent de payer la somme demandée.

LA LÉGISLATURE ET LE TABAC.—La Législature a négligé pendant la dernière session de faire une allocation spéciale pour la Légion. C'est pourquoi les officiers de cette légion ont résolu de payer à celle-ci une somme de $4,500 qu'elle demandait sur ce qui lui revient. La Légion, pour vider l'affaire aussi tôt qu'elle aura payé, a chargé Lafue pour obtenir tout et le trésorier de déclarer les sommes dues aux quelles ils refusent de payer la somme demandée.

MAGASIN DE CIGARES—M. F. A. Wood, qui exerçait au *Louisiana* a privé de ses deux bras, vient d'ouvrir un magasin de cigares, à l'Arcade de Bank, rue des Magasins, No. 49. La position malheureuse de M. Wood lui vaudra le patronage du public.

MEETING WHIG—Les whigs de Boston ont tenu, le 8 de ce mois, un grand meeting à Faneuil Hall. M. Willard J. Hubbard présidait l'assemblée qui a été harangnée successivement par MM. J. J. Stevenson, A. H. Bullock et F. C. Gray. Le meeting s'est prononcé par la mise en vigueur de la loi sur les fugitifs, mais a exprimé le désir qu'elle fût simplement modifiée dans quelques unes de ses dispositions. Des résolutions en faveur du maintien de l'Union ont ensuite été votées à l'unanimité et au milieu d'un enthousiasme impossible à décrire.

MARIAGE.—Thomas Sarsfield, soupçonné d'a- [illegible] pour $2,000, comparaissait hier devant le recorder Caldwell. L'examen a été différé jusqu'à samedi prochain.

—Samuel Wilson et Samuel Haines, arrêtés pour délit de vagabondage, ont été interrogés par le recorder Caldwell et envoyés devant la Première Cour de District.

FAUSSE MONNAIE.—Le sergent Arroyo, de la police de la 1re municipalité, a arrêté hier un individu nommé Benjamin William-on qui se trouvait nanti de six billets de dix dernières-sujets fausses. Il avait également de fausses pièces de cinq francs. Williamson, traduit devant le recorder Genois, a été renvoyé parce magistrat devant la 1re Cour de district.

VOIRE DE FAIT.—Samuel Stanley et Henry Japes accusés de voire de fait, ont dû fournir caution.—Miller a été acquitté de voire de fait sur la personne de Cecilia Lockhead. Un mandat d'arrêt a été lancé contre Miller.—John Robertson a été également accusé de voire de fait sur la personne de Nancy Taylor. Un ordre d'arrestation a été lancé contre lui.

ADJUDICATIONS MUNICIPALES.—La municipalité hier la construction d'un dépôt pour la Pompe de Tchoupitoulas No. 3, à Frederick Stout, au prix de $1,300. L'adjuger la fouille d'un fossé, le Poicty Road, à Patrick Connel y, à raison de 10 sous la yarde.

RÉCOLTES.

Nous lisons dans le *Pionnier de l'Assomption*, publié à Napoléonville :

Toutes les sucreries sont maintenant en pleine activité; le manque d'eau se fait ressentir dans quelques endroits; de nouvelles citernes ont été creusées sur beaucoup de plantations, mais on n'en doit pas moins moins dire que dans le bayou toute l'eau nécessaire à la roulaison. Ce grand travail ne fait que doubler l'énergie de nos planteurs; les moindres qu'il occasionne sont de courte durée.

Par le rendement de la canne on évalue que la paroisse tera à peu près la même récolte que l'année dernière. On planteur expérimenté nous assure qu'elle sera de 15,000 boucaute et en 1849 elle n'a été que de 18,000. D'après ce calcul nous tenons trois mille boucaute, de moins que l'an dernier, et nous avons craint longtemps que la différence ne fût plus sensible.

Cependant ce planteur n'oblient qu'un boucaut et demi de sucre par arpent de terre, là où les années lui ont rendu en 1849 deux mille quatre cents livres. Il compte malgré cela sur une quantité de sucre, égale à celle de l'année dernière, mais c'est en raison de l'étendue considérable des nouvelles terres qu'il exploite. La plupart des habitants ont cultivé aussi des terres nouvellement défrichées; c'est ce qui explique comment le rapport des terres sucrières sera cette année presque aussi grand que le produit de l'an dernier.

D'après les calculs faits par des hommes sages qui ne trompent rarement dans leurs appréciations, le rendement des cannes dans toute la Louisiane sera moindre en 1850 qu'en 1849, de 30,000 boucauts. C'est un revers immense de plus pour nos habitants, c'est un malheur qui ne pourra manquer d'en ruiner un grand nombre, mais lorsqu'on considère sous les ravages exercés par les eaux, quand on envisage le péril que vient de courir la Louisiane d'une submersion complète, on doit se considérer encore heureux de la récolte qui nous vient, malgré tous les fléaux qui nous ont assaillis.

Ce bonheur ne saurait être compris par les nombreux planteurs qui ont été inondés et qui ressentent directement l'épreuve cruelle à laquelle la Louisiane a été soumise. Les inondations de la Pointe-Coupée qui ont détruit les grandes récoltes des grands planteurs de fleuve et celles des petits planteurs de plusieurs de nos bayous, les noms de qui a pris sa source au Bonnet-Carré, source grande comme l'embouchure d'un grand fleuve, lac qui s'est étendu sur une partie de la paroisse Saint-Jean-Baptiste et toutes les plantations de la rive gauche de Saint-Charles et de Jefferson, sont des événements funestes qui ne laissent aucune consolation aux propriétaires inondés.

CONSEIL-GENERAL
DE LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Séance du 14 novembre 1850.

Le Conseil se réunit conformément à l'ajournement.

M. Vandegrift est appelé au fauteuil.

Membres présens—MM. Allan, Benit, Bienvenu, Caldwell, Cucullu, Jarvis, Lugenbuhl, Tompkins, Vionnet, Vandegrift et Waterman—11.

Membres absens—M. Stanley—1. (M. Rosellius vient occuper son siége pendant la lecture des rapports des comités.)

Sur motion de M. Allan, le Conseil procède à l'élection d'un président. MM. Allan et Benit sont nommés verificateurs.

Sur 11 votes M. Vandegrift en obtient 10. — Voix perdue, 1. M. Vandegrift est déclaré dûment élu président.

Le Conseil décide que le procès-verbal de la dernière séance ne sera pas lu et autorise le président à le signer.

La secrétaire donne lecture du message suivant transmis par le maire :

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS,
Le 14 novembre 1850.

Au Président et aux membres du Conseil-Général de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Par suite de la démission de l'hon. Henry A. Bullard, représentant du troisième district de la ville et paroisse d'Orléans à la législature d'Etat, son successeur au pouvoir de l'Etat a ordonné par l'intermédiaire du shérif de la paroisse qu'une élection pour remplir la vacance eut lieu samedi, le 23 courant, pour remplir la dite vacance. Il importe donc que vous nommiez des commissaires et des greffiers pour présider à la dite élection dans les différens wards composant le district, à savoir le 3e, le 6e et le 7e ward.

J'ai l'honneur, etc.

(signé) A. D. CROSSMAN, Maire.

Sur motion de M. Waterman, la résolution suivante est adoptée :

Resolu que pour l'élection qui doit être tenue samedi le 23 courant, dans le but de nommer un représentant à la législature d'Etat, en remplacement de l'hon. H. A. Bullard, démissionnaire, les polls seront établis dans les endroits et sous la surveillance des commissaires et greffiers ci-après désignés :

3e WARD.—Au Depôt de la Pompe No 2, rue Tchoupitoulas, au coin de Natchez.—MM. Wm. F. Flower, Wm. E. Seymour et Wm. H. Filkins, commissaires ; MM. W. T. Spriggs et Wm. Burke, greffiers.

6e WARD.—Au Depôt de la Compagnie des Tuyaux de la Louisiane, au coin des rues Carondelet et Perdido.—MM. R. E. Sykes, Jr., Thomas et R. W. Powell, commissaires ; MM. C. De Bricon et J. Davis, greffiers.

7e WARD.—Au Dépôt de la Pompe No 14.— MM. James Lindsey, Wm. Malcolm et H. C. Wortman, commissaires ; MM. G. W. Dillard et W. L. Cushing, greffiers.

On lit une lettre de M. Crozat, annotateur des naissances et décès par laquelle cet officier demande qu'une commission soit nommée à l'effet de faire un règlement des dites obligations. Sur motion de M. Benit, cette lettre est déposée sur le bureau au [illegible] à l'appui.

Une communication de M. J. Calhoun, secrétaire du Conseil de la 1re municipalité, transmettant copie d'une ordonnance des affaires de ce Conseil au Conseil-Général relative à l'imposition d'une taxe sur les spectacles qui ont lieu en plein air, est lue. Sur motion de M. Tompkins, référée au comité spécial des taxes.

Appel des Comités.

Le comité des cours et prisons auquel on a référé la requête des citoyens de gardes de la Cité Carondelet demandant des réparations et des modifications dans l'intérieur de leurs bureaux, présente la résolution suivante :

Resolu que le maire soit et demeure autorisé à remettre ses bureaux au rez-de-chaussée dans la maison de la Cité Carondelet, et à louer, pour objets divers, d'après un compte, $117 25

Jos. Hiller, pour nattes, tapis, etc., 1053

Simpson et Keen, pour cirages, 169 33

G. Piessy, pour divers 96 —

M. Meagher, pour ouvrage de charpenterie dans ses différentes Cours 300 35

THOMAS ALLAN, Rapporteur.
J. BENIT.
J. M. VANDEGRIFT.

Sur motion de M. Allan, et après la suspension du règlement, le rapport est adopté.

Le comité des réclamations auquel a été référée le compte de J. L. Lewis, shérif de la paroisse d'Orléans, pour avoir fourni aux juges de paix d'Orléans à la Cour du maire, a consulté l'avocat du Conseil et rapporte contre le paiement du dit compte.

Pour combattre l'opinion émise par le comité spécial municipal et acquitter les frais que peut occasionner le tirage des listes de jurés pour la Cour du Maire, il demande par conséquent à être déchargé.

JULES BENIT, Rapporteur.
J. M. LOCKETT.
CHS. M. WATERMAN.

Le comité de la police et des marchés auquel a été référée la pétition de Jules Lecuyer et autres, propriétaires de la Nouvelle-Orléans, demandant la suppression de la taxe imposée sur les voitures de place, rapporte qu'il est d'opinion que la taxe imposée sur les voitures de place est juste et équitable et que le Conseil ne devrait pas la supprimer.

Le comité des finances auquel a été référée la requête de Jules Lecuyer et autres, propriétaires de voitures de place